

La croissance de l'économie belge s'établirait à 1,3 % tant en 2019 qu'en 2020

En comparaison avec nos prévisions de février, notre estimation de la croissance du PIB belge de 1,3 % pour 2019 reste inchangée. En 2020, la croissance économique s'établirait également à 1,3 %. Si les créations d'emploi (95 000 sur l'ensemble des deux années) restent soutenues, elles sont toutefois moins importantes qu'au cours des deux dernières années. L'inflation fléchirait à 1,7 % cette année pour s'établir à 1,5 % l'an prochain.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques n'anticipent pas les éventuelles mesures d'économies budgétaires que les futurs gouvernements seront amenés à prendre, ce qui implique des risques à la baisse en ce qui concerne les dépenses publiques et leur impact sur la croissance économique.

Le climat commercial ambiant pèse sur la croissance économique de la zone euro

Depuis 2018, le rythme de croissance de l'économie mondiale a connu un ralentissement. Celui-ci s'accompagne d'un tassement de la croissance du commerce mondial, lequel est de surcroît renforcé par des conflits commerciaux et des mesures protectionnistes. L'économie américaine a dépassé son pic conjoncturel suite à l'extinction progressive des impulsions budgétaires expansionnistes. La croissance du PIB américain devrait se maintenir à 2,6 % cette année (contre 2,9 % en 2018), mais tomberait à 1,9 % en 2020. Le ralentissement de la croissance est plus marqué dans la zone euro qui, en comparaison avec les États-Unis, est beaucoup plus dépendante des exportations. En outre, la croissance du PIB au deuxième semestre de 2018 y a été freinée par des facteurs temporaires, comme la forte baisse de la production automobile allemande. Compte tenu de ce point de départ défavorable, la croissance du PIB dans la zone euro baisserait à 1,1 % cette année (contre 1,9 % en 2018) pour ensuite remonter à 1,4 % en 2020.

Ce scénario s'accompagne de deux risques majeurs à la baisse : une nouvelle escalade des différends commerciaux entre les États-Unis et la Chine et un départ chaotique du Royaume-Uni de l'Union européenne.

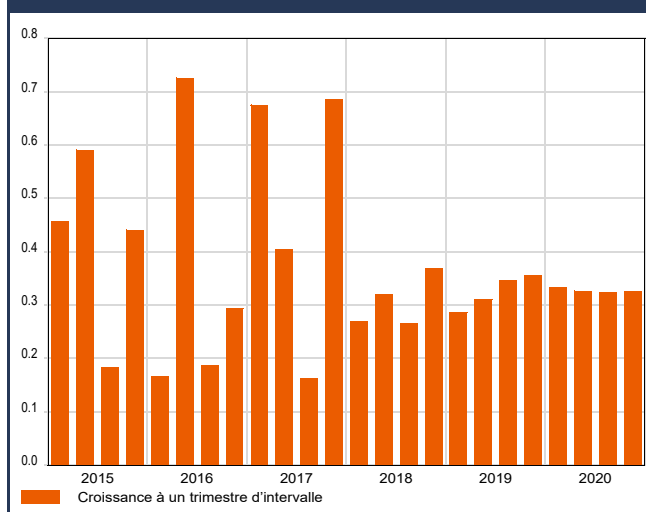
La croissance de l'économie belge est soutenue par une hausse de la demande intérieure

Le ralentissement conjoncturel européen s'est propagé à l'économie belge, dont la croissance a fléchi de 1,7 % en 2017 à 1,4 % en 2018. La croissance du PIB belge s'établirait à 1,3 % en 2019 et en 2020, soit un rythme quasiment identique à celui observé l'an dernier (un peu plus de 0,3 % en moyenne par trimestre). La croissance des exportations continuerait à ralentir en 2019 et devrait ensuite se stabiliser, tandis que la demande intérieure progresserait en 2020 sous l'impulsion de la consommation des particuliers.

Étant donné l'environnement international moins porteur, la croissance en volume des exportations belges est passée de 5 % en 2017 à 3,6 % en 2018. Cette année, la dynamique de ralentissement se prolongerait et la croissance des exportations tomberait à 2,9 % ; elle

se maintiendrait à ce rythme en 2020. Cette année toujours, la croissance des importations devrait être légèrement inférieure à celle des exportations pour ensuite s'accélérer quelque peu en 2020 sous l'effet du renforcement de la demande intérieure. Par conséquent, la contribution des exportations nettes à la croissance économique resterait légèrement positive en 2019 et deviendrait négative en 2020. Le déficit des opérations courantes de la balance des paiements devrait continuer à augmenter.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Le revenu disponible réel des particuliers a progressé de 1,3 % l'an dernier et augmenterait de 2,2 % en 2019 et de 1,4 % en 2020. L'accroissement plus marqué du pouvoir d'achat enregistré cette année s'explique par de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques (dans le cadre de la dernière phase du tax shift) et par une indexation plus élevée des salaires dans le secteur privé, combinée à un ralentissement de l'inflation. Dans le courant de 2018, le consommateur belge est devenu plus pessimiste par rapport à sa situation économique, ce qui s'est traduit par un léger repli de la consommation des particuliers durant le deuxième semestre. Au cours du premier trimestre de cette année, la confiance des consommateurs s'est stabilisée et leurs dépenses sont reparties à la hausse. Toutefois, compte tenu du point de départ défavorable, la croissance de la consumma-

tion resterait limitée à 0,8 % sur base annuelle, permettant ainsi une forte hausse du taux d'épargne des particuliers. En 2020, la croissance de la consommation devrait rebondir pour atteindre 1,4 % et ainsi donner un élan significatif à la demande intérieure. Les investissements en logements devraient croître de 4,1 % en 2019 et de 1,2 % en 2020. Le résultat remarquable enregistré cette année s'explique par un effet d'acquis de croissance positif (en raison de l'activité d'investissement soutenue au quatrième trimestre de 2018).

En dépit de la détérioration de la conjoncture internationale et de l'érosion de la confiance des producteurs belges qui en résulte, les investissements des entreprises se maintiennent. Le contexte actuel reste assez propice à l'investissement en raison du niveau de la rentabilité encore élevé et des conditions de financement favorables. En outre, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est, depuis plusieurs années déjà, supérieur à sa moyenne historique, ce qui accroît les besoins en investissements d'expansion. Par conséquent, les investissements des entreprises, qui affichaient une croissance en volume de 2,7 % l'an dernier, progresseraient de 3,1 % cette année et de 1,8 % l'année prochaine.

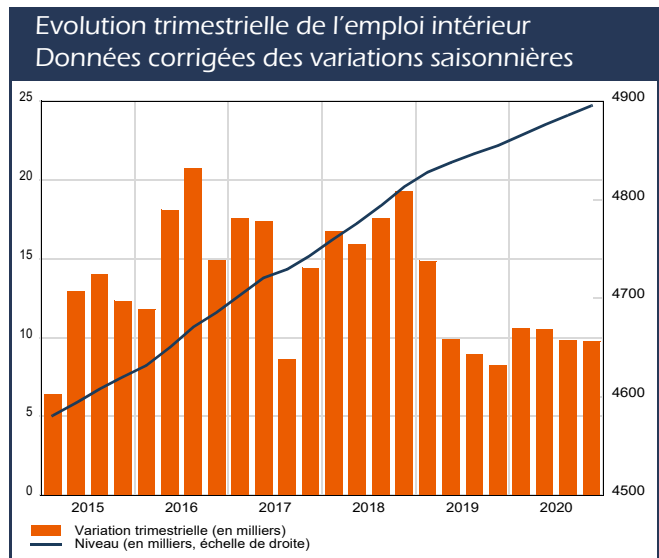
En l'absence de nouvelles mesures, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1 % cette année et à 1,2 % en 2020. La croissance en volume des investissements publics (respectivement 3,3 % et 5,6 %) est principalement alimentée par les Régions alors que les investissements des pouvoirs locaux seraient en recul.

En dépit d'un léger fléchissement, la croissance de l'emploi reste soutenue

Au cours des quatre dernières années, l'emploi intérieur a progressé de 226 000 personnes. Cette progression ne s'explique pas uniquement par l'embellie conjoncturelle ; elle a également été soutenue par les mesures prises depuis 2015 pour réduire le coût du travail, lesquelles ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand. Ainsi, l'emploi dans ce secteur a progressé de 1,4 % en moyenne par an au cours de cette période. Le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi) a reculé de 141 000 personnes au cours de cette même période, tandis que le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) est passé de 8,5 % à 6,0 %.

La croissance de l'emploi devrait progressivement se tasser dans le courant de cette année et ensuite se stabiliser sous l'effet conjugué du ralentissement conjoncturel et de la progression des gains de productivité. En moyennes annuelles, la progression de l'emploi intérieur reste particulièrement soutenue cette année (+56 000 personnes) mais devrait retomber à +39 000

personnes en 2020. Compte tenu de la légère accélération de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs se replie moins fortement (-27 000 personnes en 2019 et -17 000 personnes en 2020) qu'au cours des quatre dernières années. Le taux de chômage (définition Eurostat) baisserait jusqu'à 5,7 %.



Ralentissement de l'inflation grâce à la baisse des prix de l'énergie

En 2018, les prix du pétrole exprimés en euros ont encore fortement augmenté et l'inflation s'est établie à 2,1 %. Grâce à une quasi-stabilisation des prix du pétrole en euros cette année et à une légère baisse l'année prochaine, l'inflation, mesurée par l'indice national des prix à la consommation, devrait progressivement retomber à 1,7 % en 2019 et à 1,5 % en 2020. Les prix de l'électricité devraient également contribuer au tassement de l'inflation. Ils avaient fortement augmenté durant les mois d'hiver, mais maintenant que les craintes de pénurie d'électricité se sont dissipées, ils se sont normalisés.

La croissance du coût du travail s'est nettement accélérée depuis 2017. Cette accélération alimenterait l'inflation sous-jacente cette année et l'année prochaine. La pression à la hausse ainsi exercée sur les prix à la consommation est toutefois plus limitée que l'impact à la baisse des prix de l'énergie.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, s'élèverait à 1,7 % cette année. L'année prochaine, elle atteindrait 1,6 % et serait ainsi légèrement supérieure à l'inflation. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (107,20) serait dépassé en novembre 2019. L'indice pivot suivant (109,34) ne serait pas dépassé en 2020.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2017	2018	2019	2020
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,1	1,0	0,8	1,4
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0,6	0,8	1,0	1,2
Formation brute de capital fixe	1,8	3,0	3,3	2,0
Dépenses nationales totales	1,1	1,1	1,1	1,5
Exportations de biens et services	5,0	3,6	2,9	2,9
Importations de biens et services	4,3	3,3	2,8	3,0
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,6	0,3	0,1	-0,1
Produit intérieur brut	1,7	1,4	1,3	1,3
Indice national des prix à la consommation	2,1	2,1	1,7	1,5
Indice santé	1,8	1,8	1,7	1,6
Revenu disponible réel des particuliers	1,4	1,3	2,2	1,4
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11,5	11,7	12,9	12,9
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	64,5	61,7	56,0	38,9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,1	6,0	5,7	5,7
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0,7	-1,3	-1,5	-1,5
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	113,0	118,1	113,0	115,6
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,7	0,7	0,5	0,6